

du fait que l'exploitation ne fonctionne qu'à 60 p. 100, ce qui entraîne beaucoup de chômage?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, il ne fait pas de doute que le renforcement du dollar canadien s'est répercuté sur les ventes à l'exportation.

* * *

LA POLLUTION

LE CAS DE LA CÔTE OUEST—LE CANADA ET L'ÉTUDE PROJÉTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DES É.-U.

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Étant donné que le secrétaire américain à l'Intérieur, M. Morton, s'est engagé lundi à étudier les problèmes actuels et éventuels de la navigation sur la côte ouest du continent, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si, jusqu'ici, le gouvernement du Canada a été invité à participer à cette étude?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le gouvernement américain ne nous a pas invités à des consultations, mais j'ai invité le secrétaire d'État des États-Unis à s'entretenir avec nous.

LES RISQUES INHÉRENTS À LA LIGNE DE PÉTROLIERS VALDEZ (ALASKA)-CHERRY POINT (WASHINGTON)—LES PROTESTATIONS

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, à plusieurs reprises, des Canadiens comme des Américains ont protesté contre l'expédition de pétrole de l'Alaska depuis Valdez jusqu'à Cherry Point. Pourquoi le gouvernement canadien n'est-il pas intervenu directement auprès du gouvernement des États-Unis au sujet des dangers de pollution que pourrait présenter ce mode de transport?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les autorités américaines tiennent actuellement des audiences. A mon avis, il ne conviendrait pas que le gouvernement canadien compare devant un tribunal américain semblable. D'autre part, il importe au plus haut point que pendant la tenue de ces audiences, Canadiens et Américains se rendent compte des risques que comporte cette opération et qu'ils se prononcent clairement à ce sujet.

* * *

LOI CONCERNANT LES MINÉRAUX DU TERRITOIRE DU YUKON

DEMANDE DE RETRAIT DU BILL ET DE RÉTENTION DE LA LOI SUR L'EXTRACTION DU QUARTZ

M. Erik Nielsen (Yukon): J'ai une question pour le premier ministre. Des lettres, des télégrammes et des mémoires lui ont été envoyés du Yukon et de l'Ouest du Canada en rapport avec le bill C-187 actuellement inscrit au *Feuilleton* concernant les minéraux du territoire du Yukon. Le premier ministre se rendra-t-il à la requête de la Chambre des mines qui lui a écrit—j'ai reçu copie de

la lettre au courrier d'aujourd'hui—pour lui demander de retirer le bill C-187 et de conserver la loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon pour régir les mines du Territoire?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le bill est inscrit au *Feuilleton*. Le gouvernement n'a pas l'intention de l'en retirer. Il va de soi qu'au cours du débat sur le bill nous serons heureux d'examiner et de discuter tous les arguments présentés.

* * *

INFORMATION CANADA

L'ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF DES SERVICES D'INFORMATION

M. Barry Mather (Surrey): Je voudrais poser une question au ministre sans portefeuille chargé d'Information Canada. Voudrait-il répondre à la question que j'ai posée hier en son absence, à savoir s'il envisagerait de faire bientôt une déclaration sur l'augmentation considérable du nombre des employés et des frais des services d'information de différents ministères fédéraux depuis qu'a été créé l'organisme responsable, Information Canada?

L'hon. Robert Stanbury (ministre sans portefeuille): Je remercie le député d'avoir reposé la question. Je m'excuse d'avoir été obligé de quitter la Chambre hier quelques minutes avant la fin de la période des questions. Je crois qu'il y aura bientôt l'occasion de traiter l'ensemble de la question lorsque les comités seront saisis des prévisions budgétaires. En attendant, je voudrais expliquer qu'Information Canada n'a aucune autorité en ce qui concerne les budgets d'autres ministères. Nous espérons exercer sur eux une influence favorable mais, comme on l'a indiqué dès la mise en œuvre de l'organisme, il faudra probablement une année après son entrée en pleine activité pour que se fasse sentir cette influence, surtout du fait que les prévisions budgétaires des ministères doivent être établies bien avant le moment du recrutement du personnel.

M. Mather: Le ministre sait-il que le groupe d'étude sur l'information nommé par le gouvernement antérieurement à la création d'Information Canada, s'est élevé contre l'importance de certains des services d'information au sein des ministères et des frais qu'ils entraînent?

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA REPRISE DE LA BANFF OIL LIMITED PAR L'AQUITAINE COMPANY OF CANADA

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Si Votre Honneur le permet, je voudrais maintenant poser au premier ministre une question supplémentaire au sujet des investissements étrangers. Par son bureau ou celui de l'un ou l'autre des ministres, a-t-il appris que la Banff Oil Limited, une société canadienne, passe aux mains de l'Aquitaine Company of Canada qui appartient à des capitalistes français?